

L'an deux mil onze, le vingt trois mai, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents : Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Joël ANTIER, Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE, Mme Monique GUÉRY, Pascal BEAUSSIER (à partir de la 3^{ème} délibération), Fabrice DAVOIGNEAU, Olivier PIQUEUX.

Absents : Marie-Claire BOUIN, Frédéric DUPUIS, Dominique MACÉ, Estelle PATOZ, Jérôme TARNIER, Michèle VILLATTE.

Madame Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Les comptes-rendus des conseils municipaux du 21 avril et 26 avril 2011 sont approuvés à l'unanimité.

DCM 2011-039. DEMANDE DE SUBVENTION CŒUR DE VILLAGE TRAVAUX RUE DE L'ABBAYE, RUE ST-LAURENT ET RUELLE PANNETIER

Mme le Maire rappelle que la commune a décidé de réaliser des travaux rue de l'Abbaye, ruelle Pannetier et rue St Laurent. Ces travaux peuvent bénéficier d'une subvention Cœur de Village. Mme le Maire propose de solliciter le Conseil Régional, au titre des subventions Cœur de Village, pour le financement des ces travaux, selon le plan de financement ci dessous

ARTICLE	DESIGNATION	DEPENSES	DEPENSES	RECETTES
		H.T.	T.T.C.	
2315	Travaux de voirie	107 812,00 €	128 943.15 €	
2315	Maîtrise d'œuvre, SPS	7 543,35 €	9 021,85 €	
	Frais de publicité et divers	500,00 €	598,00 €	
	Commune			34 211,21 €
	DGE et DETR 31%			35 302,00 €
	Région Cœur de Village 40%			46 342,14 €
	TOTAL	115 855,35 €	138 563,00 €	115 855,35 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de solliciter des subventions auprès de la Région Centre au titre de Cœur de Village, selon le plan de financement ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-040. CAVITÉS 37 ADHÉSION DES COMMUNES DE ANCHÉ ET CÉRÉ-LA-RONDE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la demande d'adhésion des communes de Anché et Céré-La-Ronde au Syndicat Intercommunal "Cavités 37" (syndicat pour la surveillance des cavités souterraines et des masses rocheuses instables d'Indre et Loire).

La Commune de Beaulieu-Lès-Loches, en tant que membre du Syndicat Intercommunal CAVITES 37 doit se prononcer ces demandes. Madame le maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces adhésions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte l'adhésion des communes de Anché et Céré-La-Ronde au Syndicat Intercommunal « Cavités 37 ».
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

Monsieur Pascal BEAUSSIER arrive à la séance du Conseil Municipal

DCM 2011-041. FESTIVAL EXCENTRIQUE : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE BEAULIEU-LES-LOCHES ET CULTURE Ô CENTRE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé par délibération en date du 13 septembre 2010, la venue du festival Excentrique de Culture Ô Centre en 2011. Le festival 2011 se déroulera le 24 septembre. Les spectacles et déambulations se feront dans l'église St-Laurent, sur le parvis de l'abbatiale et sur le Chemin de la Prairie, voire dans d'autres salles communales. Les paysagistes seront présents du 8 au 11 juillet, du 19 au 23 septembre et sans doute du 19 au 21 novembre pour les ateliers qui se dérouleront dans l'ancien IME.

Il convient de signer une convention entre Culture Ô Centre et la Commune de Beaulieu-Lès-Loches pour préciser les conditions d'utilisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte de signer la convention entre Culture Ô Centre et la Commune de Beaulieu-Lès-Loches,
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-042. CONVENTION AVEC LE CONSEIL GENERAL 37 POUR L'ENTRETIEN DU CARREFOUR GIRATOIRE RD 760

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de l'aménagement paysager du carrefour giratoire à l'intersection de la RD 760 avec les rues de Guigné et de la Rauderie, les accords signés avec le Conseil Général d'Indre-et-Loire prévoyaient que l'entretien des espaces verts soient réalisés par la Commune de Beaulieu-Lès-Loches. Il convient donc de signer une convention avec le Conseil Général stipulant les conditions techniques et administratives de gestion et d'entretien de l'aménagement paysager du carrefour giratoire. Il est rappelé que le Conseil Général doit prendre en charge le remplacement des plants manquants à ce jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 12 voix pour et 1 abstention

- Autorise Mme le Maire à signer la convention avec le Conseil Général d'Indre-et-Loire relative à l'entretien paysager du carrefour giratoire sur la RD 760 avec les rues de Guigné et de la Rauderie.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2011-043. ATTRIBUTION AU SIEIL DE LA COMPETENCE DES TRAVAUX D'EXTENSION DES RESEAUX ERDF

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'abandon par ERDF (Electricité Réseau Distribution France) en 2009 de la facturation "au ticket de raccordement" au profit d'une facturation sur proposition technique et financière a rendu difficile pour les communes le contrôle de manière efficace des prestations effectuées.

Le législateur a encouragé l'intermédiation technique et financière par un syndicat d'énergie au travers des aménagements introduits par l'article 71, II et VI de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite « loi grenelle II ».

Mme le Maire propose donc de confier au SIEIL le contrôle de la proposition technique et financière élaborée par ERDF au titre de la réalisation des travaux d'extension des réseaux de distribution publique d'électricité.

Le Syndicat devient débiteur envers ERDF et doit s'acquitter de la contribution en lieu et place de la commune, pour la part du coût de ces travaux non couverte par le tarif acheminement. Les modalités financières permettant à la commune de mettre en situation le syndicat d'acquitter auprès d'ERDF cette contribution seront précisées par une convention.

La facturation ERDF serait envoyée au SIEIL. A charge pour la commune de régler le SIEIL déduction faite de la subvention qui nous serait attribuée.

Une délibération ou une convention sera établie pour chaque projet.

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de confier au syndicat intercommunal d'énergie d'Indre-et-Loire le versement à ERDF de la contribution due par la commune après contrôle de la proposition technique et financière établie par ERDF, dans le cadre de la réalisation par celle-ci des travaux de raccordement liés à une opération entrant dans le champs d'application du code de l'urbanisme.
- Autorise les modalités financières de financement de la participation due par la commune au syndicat, telles qu'annexées ci-après, en contrepartie du montant de la contribution que le syndicat est appelé à verser à ERDF.
- Autorise Mme le Maire à faire part à ERDF de la teneur de la présente délibération dès que celle-ci revêtira un caractère exécutoire, en précisant le rôle imparti à l'autorité organisatrice, pour ce qui concerne la décision qui figure au 1^{er}) supra, et ceci afin qu'ERDF adresse directement au Syndicat la proposition technique et financière des travaux de raccordement concernés à compter de la présente délibération.
- Demande à Mme le Maire d'informer dans les meilleurs délais Mme Chevrel, en sa qualité de comptable public de la commune.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-044. RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'agent de Police Municipale sera nommé adjoint administratif stagiaire par voie de détachement à sa demande au 1^{er} juin 2011 pour occuper le poste d'agent communal postal. Dans le cadre d'un détachement ou d'une mutation un agent ne peut pas percevoir un salaire inférieur à celui qu'il avait auparavant. Cet agent sera donc classé au grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, Echelle 3, 5^{ème} Echelon. Cet agent percevait une prime de fonction relative à son emploi de policier municipal. Afin de compenser cette prime qui ne lui sera plus versée, Madame le Maire propose au Conseil Municipal de lui verser une indemnité d'administration et de technicité.

Mme le Maire précise également que les montants annuels de référence doivent être mis à jour. Elle propose que le conseil valide les propositions suivantes pour le régime indemnitaires des agents de la commune.

CHAPITRE I : Indemnité Forfitaire pour travaux supplémentaires

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration (valeur indicative au 01/02/07)
Secrétaire de mairie	Idem	1 078,73	2.50
Secrétaire de mairie attachée		1 078,73	

Article 1

Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à **celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :**

Article 2

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 1 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n° 91-875 susvisé.

Article 4

Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 5

Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 6 :

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002- 61 et 2003-1013 susvisé au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe (APC)	449,29	7.72
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	476,10	3.2
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	469,66	2,4
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4,0
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	449,29	1,6
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1

Article 7 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 8 :

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 6 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n°91-875 susvisé.

Article 9 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 10 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360ème par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires**Article 11 :**

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoint administratif territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	Agence Postale Communale, Divers travaux administratifs
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoint techniques territoriaux	Adjoint techniques territoriaux de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

CHAPITRE IV Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale**Article 12**

Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 13

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contact avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 14 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte les propositions telles que présentées ci-dessus (14 articles).
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-045. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LE MOBILIER DE LA BIBLIOTHEQUE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre de l'aménagement de la bibliothèque, il a été procédé à une consultation pour l'achat du mobilier. Une enveloppe de 20 000 € a été inscrite au budget.

Quatre entreprises, dont trois conseillées par les services du Conseil Général, ont été consultées sur une même liste et gamme de matériel.

Les quatre entreprises ont répondu pour les montants suivants:

- CAMIF 19 998,47 € TTC
- Schapp Moëbel France 21 002,00 € TTC
- Reflet 29 692,64 € TTC
- DPC 17 101,48 € TTC

Une Commission composée de l'Association Page à Page, de Marie-Brigitte RICHER et d'élus de la Commune a examiné les propositions de chaque entreprise et propose le choix de DPC pour la qualité, l'esthétique et le prix des produits (DPC est fabricant et non revendeur)

Madame le Maire rappelle que des demandes de subventions ont été déposées auprès de la DRAC et du Conseil Général (délibération du 11 avril 2011). Elle propose au Conseil Municipal de retenir l'entreprise DPC pour la fourniture et l'installation des principaux meubles de la bibliothèque.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise DPC pour la fourniture et l'installation des principaux meubles de la bibliothèque.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-046. NATURA 2000 : VALLÉE DE L'INDRE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages, dite directive " Habitats", la vallée de l'Indre a été désignée comme site NATURA 2000 depuis la fin des années 90. Suite aux inventaires écologiques réalisés il en résulte que certains secteurs méritent d'intégrer la zone "NATURA 2000", en raison de la présence d'habitats d'intérêt communautaire présentant des enjeux en termes de biodiversité: des prairies humides, une pelouse calcicole, des cavités à chauve-souris.... Un premier périmètre de zonage Natura 2000 a été défini.

Le comité de pilotage réuni le 4 février 2011 a validé le principe d'un ajustement du périmètre, afin de renforcer la cohérence écologique et géographique de ce site. Mme le Maire expose le nouveau périmètre de Natura 2000, qui comprend sur Beaulieu-lès-Loches toutes les parcelles comprises dans l'Espace naturel Sensible "les Prairies du Roy" et propose d'approuver le nouveau tracé du site.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Approuve le nouveau tracé du périmètre du site Natura 2000, comme exposé précédemment,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-047. PRIX DES BILLETS DES SPECTACLE ET ANIMATIONS 2011

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il doit fixer les prix des différentes manifestations et animations organisées par la Commune. Les sommes seront encaissées dans la régie des divers.

Après avis des commissions concernées, elle propose les prix suivants :

- Dialogue avec mon jardinier : entrée 12 €, gratuit pour les moins de 12 ans.
- Beaulieu de France
 - Ensemble du week-end pour les non bellilociens (repas et animations) forfait non divisible 65 €
 - Bellilociens :
 - Repas de gala du samedi 26 €
 - Repas samedi midi ou dimanche midi 12 €
 - La commission "Beaulieu de France" aura la possibilité d'accorder la gratuité dans certains cas
- Rendez-vous des 6-12 ans : 3 €
- Nuits imaginaires : entrée 5 €, gratuit moins de 12 ans

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Donne son accord pour les prix des différentes manifestations et animations organisées par la Commune.
- Dit que les sommes seront encaissées dans la régie des divers.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-048. TRANSFERT DES COMPETENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES A LOCHES DEVELOPPEMENT

Mme le Maire rappelle la loi portant réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et son volet spécifique à l'organisation de l'intercommunalité en France.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes Loches Développement a engagé fin 2009 une étude prospective sur l'opportunité et les conséquences d'un regroupement des compétences « eau potable » et « assainissement collectif des eaux usées » des vingt communes membres de son territoire.

Mme le Maire présente au Conseil Municipal la synthèse de cette étude qui a fait l'objet d'un débat lors d'une réunion des Maires et des Présidents des structures concernées le 21 avril 2011.

Mme le Maire indique qu'une délibération modifiant les statuts de la Communauté de Communes pour y intégrer les compétences « eau potable » et « assainissement collectif des eaux usées » à compter du 1er janvier 2012 sera proposée au vote de l'Assemblée Plénière communautaire du 16 juin 2011.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à 10 voix pour et 3 abstentions (Philippe MÉREAU, Raymonde VEQUAUD et Michèle GRATADE)

- Approuve le principe du transfert des compétences eau potable et assainissement collectif des eaux usées à la Communauté de Communes Loches Développement.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-049. REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC: ERDF

Mme le Maire informe le Conseil Municipal de la réception d'un chèque ERDF (Electricité Réseau Distribution France) de 6 246,05 € concernant la redevance de l'occupation du domaine public pour l'année 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter le chèque d'ERDF d'un montant de 6 246,05 € représentant la redevance de l'occupation du domaine public
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2011-050. CHOIX DE L' ENTREPRISE - RECONSTRUCTION DES COURTS DE TENNIS

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de la séance du 2 juin 2008, il avait décidé la remise en état des deux courts de tennis communaux extérieurs.

Quatre entreprises avaient été consultées. Après réactualisation de leur devis, trois entreprises ont répondu :

- | | |
|--------------------------|-----------------|
| ➤ ST GROUPE | 43 683,90 € TTC |
| ➤ TENNIS D'AQUITAINE | 42 595,54 € TTC |
| ➤ TENNIS CHEM INDUSTRIES | 45 980,42 € TTC |

A ce jour, les subventions demandées et / ou allouées sont :

- Région Centre : subvention refusée car hors programme.
- Département : 10 957,50 € accordés, sous réserve de commencer les travaux au plus tard en mai 2011.
- Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale : en attente de réponse (7 305 € TTC demandés).
- Tennis Club Lochois (Fédération Française de Tennis) : 3 000 € accordés

Restent à la charge de la commune si les montants des subventions susnommées sont accordés : 22 421,40 €. Si les subventions ne sont pas accordées en totalité, resteront à la charge de la commune : 29 726,40 €.

La délibération de la commission territoriale du CNDS pour la subvention DRJSCS aura lieu le 25 mai 2011.

Mme la Maire attire l'attention sur la date maximale autorisée par le Conseil Général pour commander les travaux. Passée cette date, la subvention sera retirée. Elle propose de demander le report de la date de début de travaux à fin juin 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 12 voix pour et 1 abstention

- Demande l'autorisation au Conseil Général de reporter à fin juin 2011 la date de début de travaux
- Décide d'engager les travaux de reconstruction des deux courts de tennis

- Choisit l'entreprise Tennis d'Aquitaine pour un montant de 42 595.54 € TTC pour la réalisation des travaux de reconstruction des tennis
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2011-051. SIVOM TRAVAUX RUE DE L'ABBAYE

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de la séance du 11 avril 2011, il avait décidé de former un groupement de commandes avec le SIVOM du Lochois pour les travaux de la rue de l'Abbaye. Après étude, il s'avère qu'il serait plus judicieux que la commune de Beaulieu soit maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux et qu'elle demande au SIVOM du Lochois le remboursement des travaux liés et nécessaires à la réfection du réseau d'assainissement des eaux usées (tous les travaux en sous-sol rue de l'Abbaye, sauf ceux afférents au réseau de collecte des eaux pluviales, ainsi que l'intégralité des travaux réalisés sur la place du Maréchal Leclerc, dans l'axe de la rue de l'Abbaye).

Mme le Maire propose la signature d'une convention avec le SIVOM du Lochois précisant l'engagement financier de chacun.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Autorise Mme le Maire à signer la convention avec le SIVOM du Lochois précisant les travaux et l'engagement financier à la charge de chacun
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2011-052. ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de la séance du 22 juin 2009, il avait décidé de ne plus entretenir le terrain du Puits Bertin appartenant aux Eclaireurs Eclaireuses De France (EEDF) et de leur verser, sur demande, une subvention de fonctionnement.

Le président des EEDF a fait part de son souhait que la Commune maintienne une aide en nature, pour entretenir le terrain, sous forme de passage du tracteur une ou deux fois par an (1/2 journée) plutôt que d'avoir à demander une subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, 12 voix pour et 1 contre

Décide de maintenir l'aide en nature, pour entretenir le terrain, sous forme de passage du tracteur une ou deux fois par an (1/2 journée) plutôt que d'avoir à donner une subvention.

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

INFORMATIONS DIVERSES :

- Dans le cadre de l'opération des Razais, VTH nous a demandé de lui fournir le nom de la rue et la numérotation des logements. Comme nous l'avons vu en septembre 2010, nous leur avons communiqué le nom "Impasse des Razais" et une numérotation logique (côté pair pour les maisons situées au sud et impair pour les maisons coté nord).
- Schéma DÉPARTEMENTAL de Coopération intercommunale

Mme le Maire rappelle la loi portant réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et son volet spécifique à l'organisation de l'intercommunalité en France.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le schéma départemental de coopération intercommunale est, en France, un document destiné à servir de cadre de référence à l'évolution de la carte intercommunale dans chaque département. Il donne une représentation cartographiée de l'ensemble des établissements de coopération intercommunale du

département et en fixe les orientations d'évolution. Ce document a été institué dans le cadre de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 dite précisément « de réforme des collectivités territoriales ». Ce schéma est élaboré par le préfet et est arrêté à l'issue d'une concertation menée avec l'ensemble des conseils municipaux des communes et des organes délibérant des EPCI concernés par ses propositions, ainsi qu'avec la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI).

La commission est consultée une fois rendus les avis des communes et des EPCI précités, de sorte qu'elle puisse pleinement se prononcer en connaissance de cause. La commission a la possibilité de proposer des modifications au projet qui lui est soumis. Si ces modifications sont votées à la majorité des 2/3 de ses membres, le préfet est tenu de les prendre en compte dans le schéma. Celui-ci est arrêté par le préfet. Il fait alors l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans le département. Le schéma devant être arrêté avant le 31 décembre 2011, après avis de la commission de coopération intercommunale, qui dispose de quatre mois pour émettre un avis.

L'élaboration des SDCI se fera en quatre étapes :

1. Initiative : à la charge des services préfectoraux, le projet est présenté par le Préfet à la Commission départementale de coopération intercommunale. Cette présentation devra avoir lieu dès le mois d'avril 2011.
2. Consultation : les communes et les structures intercommunales concernées par les évolutions contenues dans le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale sont consultées. Il s'agit d'un avis simple, le silence gardé pendant 3 mois valant acceptation.
3. Avis et amendements : pendant cette période, la Commission Départementale de la coopération intercommunale disposera de 4 mois pour formuler son avis et émettre des amendements. Pour pouvoir être opposés à celles du Préfet, les amendements devront respecter les grands objectifs assignés par la loi et être adoptés à la majorité qualifiée de la CDCI (les deux tiers des membres de la CDCI).
4. Adoption : le schéma sera adopté par décision préfectorale et fera l'objet d'une insertion dans une publication locale dans chaque département. Ces schémas devront être élaborés et arrêtés au 31 décembre 2011. .

Pour le département de l'Indre et Loire, le Préfet a proposé lors de la réunion du 2 mai 2011, un schéma qui a pour but de réduire le nombre de communautés de communes et de supprimer des syndicats intercommunaux.

Le Conseil Municipal devra se prononcer quant aux propositions qui concernent la commune de Beaulieu-Lès-Loches. Mme le Maire propose aux élus d'étudier le dossier et de se prononcer lors d'un prochain conseil municipal.

- Une réunion d'information pour les travaux de la rue de l'Abbaye a eu lieu le 9 mai 2011. Le début des travaux est prévu pour septembre 2011.
- Une réunion publique sur le devenir du local jeunes et des animations jeunesse a eu lieu le 12 mai 2011. Mis à part une maman dont le mari est conseiller municipal et une jeune fille, il n'y a eu aucune participation des parents.
- La locataire du 25 rue de Guigné nous a fait part de la résiliation de son bail à effet du 18 juin prochain.
- Le Gala de Danse aura lieu le 18 juin 2011.
- La brocante de la Trinité a lieu ce dimanche 29 mai.
- Un agriculteur a demandé à "louer" le terrain "Agenet" en échange de son entretien. La conseil donne un avis favorable pour une bail d'un an renouvelable.

Fin du conseil à 22 h30

A la suite, verre de l'amitié et présentation par Laura Hellec, stagiaire à la mairie de Beaulieu, de l'état d'avancement de son travail sur l'Agenda 21,